

RENCONTRE

Présidentielles 2017 : Paris Métropole "doit se montrer réactif"

Nouvelle année, nouveau nom et nouveau président pour Paris Métropole. Le désormais "Forum métropolitain du Grand Paris" n'en garde pas moins sa mission originelle : rassembler les élus franciliens autour d'une réflexion métropolitaine. Un an après la mise en œuvre de l'institutionnelle Métropole du Grand Paris, le travail continue. D'autant qu'il faudra se montrer réactif compte tenu du calendrier électoral. Entretien avec Jean-François Vigier, maire (UDI) de Bures-sur-Yvette (78), fraîchement élu à la tête du syndicat.

Décideurs d'Ile-de-France. Vous êtes le premier maire de grande couronne à présider le syndicat. Un signe fort pour les élus non affiliés à la Métropole ?

Jean-François Vigier : Pour le syndicat, c'est important. Depuis que je siége au bureau de Paris Métropole, j'ai toujours insisté sur la nécessité d'un lien entre la métropole et le reste de l'Ile-de-France. Les lois Notre et Maptam peuvent créer une région à trois vitesses, faite de trois cercles concentriques : le noyau central qu'est la métropole, la zone dense urbaine hors métropole et la ruralité francilienne. Le risque est de connaître un effet frontière qui, certes, existait déjà avant les lois, mais qui peut être décuplé de par cette organisation institutionnelle. Jusqu'au 1er janvier 2016, les Franciliens, qu'ils habitent à Nemours (77) ou à Paris, étaient dans des organisations institutionnelles identiques. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. En fonction de l'endroit où vous vous trouvez, vous n'êtes plus administré de la même manière. Ce n'est pas forcément un drame, mais il peut y avoir des conséquences. Au bureau, j'ai souvent porté cette parole : créer du lien entre la métropole et les autres territoires. D'ailleurs, cette voix a été rapidement entendue, car un groupe de travail "périmètre" s'est créé, pour trouver les moyens, justement, d'éviter cet effet frontière.

DIF : Paris Métropole a changé de nom et a simplifié son organisation. Pour aller dans quelle direction ?

JF.V : L'année et demi qui a précédé la mise en place de la MGP, les bureaux de Paris Métropole ont été exclusivement - ou presque - orientés sur ce sujet. Toutes les discussions portaient là-dessus. Plusieurs élus de grande couronne qui siégeaient devaient se sentir moins intéressés, moins concernés. Tout le monde s'est retrouvé à préparer sa loi Maptam, sa loi Notre.

Sans nous détacher du discours politique, nous allons nous recentrer sur le cœur des missions du syndicat : la réflexion métropolitaine, les enjeux financiers, les liens entre les différents territoires... Nous travaillerons également sur les

mobilités, en lançant, dès cette année, une étude en lien avec le Stif et l'Amif [Association des maires d'Ile-de-France]. D'ailleurs, nous entamons un rapprochement avec l'Amif, pour faire davantage de choses ensemble, étudier les points qui nous rapprochent et ceux qui nous séparent, mais essayer de converger vers plus d'actions communes. Nous souhaitons aussi intégrer les grands syndicats urbains (Syctom, Siaap, Sigeif...).

DIF : La Métropole du Grand Paris est sur les rails. Qu'est-ce qui légitimise aujourd'hui l'existence du syndicat ?

JF.V : Le texte de la loi Notre n'est pas celui qu'avait proposé le syndicat. Forcément, au début, il y avait du regret et de l'incompréhension, voire une certaine forme de colère. Mais il a fallu que les élus se mobilisent pour obtenir des améliorations au texte. Cela a pris du temps. Fin 2015, à quelques semaines de l'application des lois Notre et Maptam, nous nous sommes demandé ce qu'il allait se passer une fois pris dans l'organisation de nos nouvelles agglos. Et finalement, on s'est retrouvé en janvier, puis en février, et en mars... Car il fallait poursuivre le travail engagé sur les enjeux financiers et sur la construction métropolitaine, premier sujet de Paris Métropole, qui ne s'est pas clos par l'arrivée de la MGP. Nous avons décidé de continuer ; et avons tout intérêt à poursuivre la vie du syndicat compte tenu des prochaines élections présidentielles.

DIF : Justement, par rapport aux prochaines élections, à quoi le syndicat se prépare-t-il ?

JF.V : Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer ce qu'il va se passer à l'issue des prochaines élections. Le syndicat doit se montrer réactif si la réflexion reprend au niveau gouvernemental. Il faut que nous soyons prêts à faire des propositions. Si après les élections présidentielles et législatives, le nouveau gouvernement souhaite remettre la métropole sur le métier, faudra bien qu'il existe un cercle dans lequel les élus pourront discuter et faire avancer les choses.

Par ailleurs, des interrogations subsistent, sur le fonctionnement des EPT, l'autonomie financière, ou encore le périmètre... Et les avis sont encore très partagés sur l'évolution nécessaire de la métropole : entre ceux qui ne veulent rien bouger et d'autres qui veulent tout réécrire. Il faut continuer à mener toutes ces réflexions. Et j'espère que les élections nationales ne sclérosent pas les débats. En tout cas, ici, le débat n'a jamais été sclérosé.

Propos recueillis par Julie Snasli